



Préavis n° 05/08.2020 – section des finances

Arrêté d'imposition pour l'année 2021

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Comme chaque année et conformément aux dispositions de l'art. 33 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom), ainsi qu'aux instructions de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) du Département des Institutions et du Territoire (DIT), la Municipalité vous présente un nouvel arrêté d'imposition pour l'année 2021. Cet arrêté doit être remis à la Préfecture du district de Morges au plus tard le vendredi 30 octobre 2020.

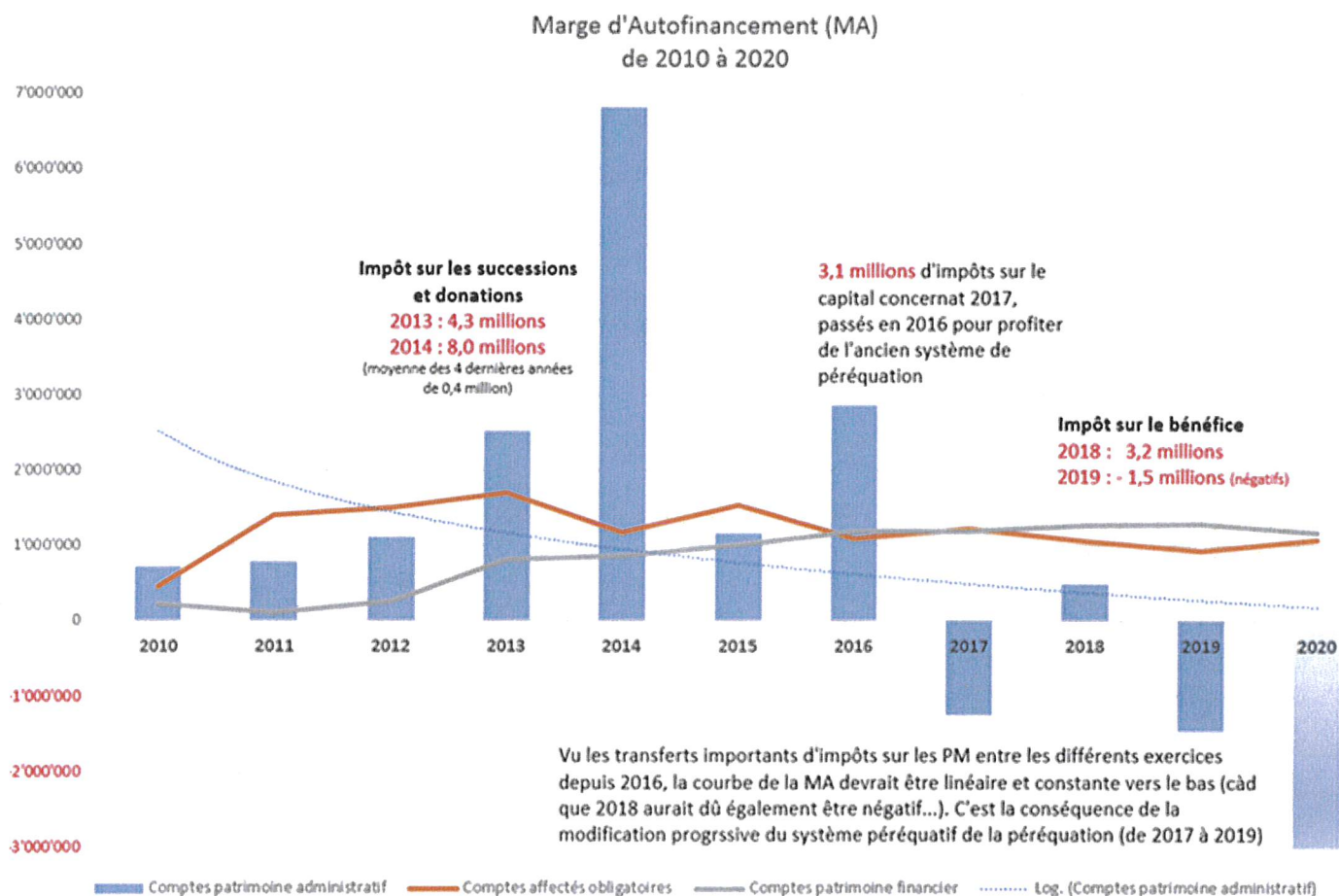
L'article 6 LCom précise que l'impôt communal se perçoit en pour cent de l'impôt cantonal de base. Celui-ci doit être le même pour:

- l'impôt sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques, ainsi que l'impôt spécial dû par les étrangers;
- l'impôt sur le bénéfice et sur le capital des personnes morales;
- l'impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

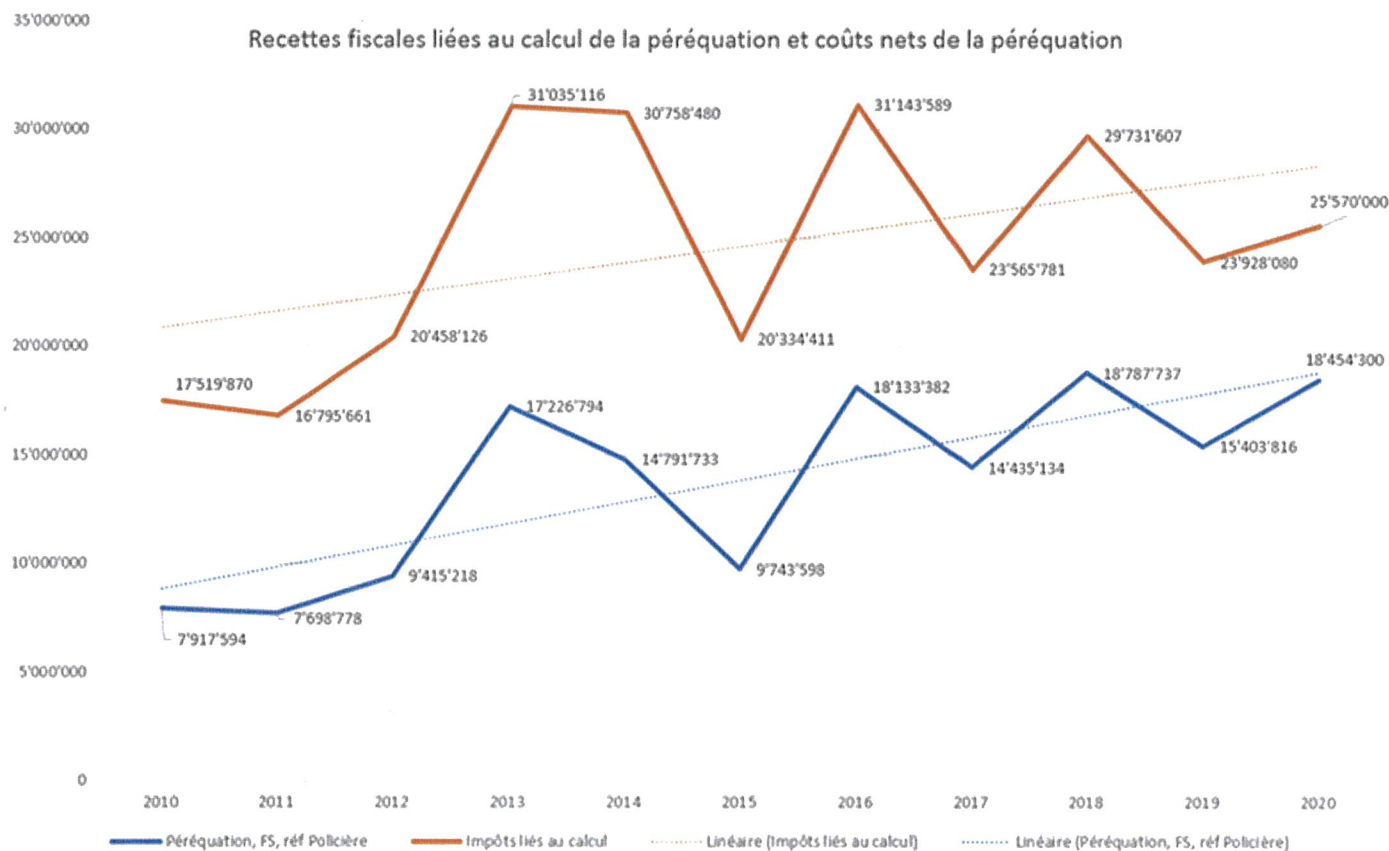
L'année 2021 sera une nouvelle fois difficile pour les Communes et en particulier celles à forte capacité contributive. En effet, plusieurs décisions cantonales déploient leurs effets et les charges de la facture sociale notamment ne cessent d'augmenter. Par ailleurs, la pandémie de la COVID-19 aura aussi un impact négatif sur l'économie et sur les dépenses de cohésion sociale.

Les experts du SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) tablent pour 2020 sur le plus fort recul du PIB depuis des décennies au vu de la pandémie. Le niveau le plus bas devrait être atteint au 2^e trimestre. L'économie suisse devrait reprendre son souffle au 2^e semestre 2020, à condition que des mesures sanitaires plus strictes ne doivent pas être réimposées et que les licenciements et faillites restent limités.

La situation financière de notre Commune se dégrade depuis ces dernières années, plus spécifiquement depuis 2017 et le début de la mise en œuvre de la nouvelle péréquation (abandon de l'écrtage). En reclassant certains chiffres dans les bons exercices comptables (voir les commentaires dans le graphique «Marge d'Autofinancement (MA) de 2010 à 2020»), nous constaterions une baisse constante et linéaire de notre marge d'autofinancement liée aux comptes du patrimoine administratif. Cette dernière serait négative pour les 3 derniers exercices.



Les actions qui peuvent influencer la MA sont les réductions de charges, ainsi que les augmentations des revenus fiscaux. Les charges «30 Autorités et personnel» et «31 Biens, services et marchandises» sont maîtrisées depuis plusieurs années, contrairement aux charges «35 Remboursements, participations et subventions à des collectivités publiques» qui ont pris l'ascenseur. Nous trouvons dans le «35» nos participations aux institutions intercommunales (PRM, PCi, AJEMA, etc.) sur lesquelles nous n'avons qu'une voix minoritaire pour influencer l'augmentation des coûts. Mais l'augmentation la plus importante de ce compte concerne la facture sociale (FS), y compris la péréquation entre Communes. Cette charge étant calculée sur le rendement de certains impôts (revenus, fortune, bénéfice, capital, succession, etc.), il est intéressant de comparer le solde desdites recettes moins les coûts de la FS.



En 2010, Saint-Prex conservait 55% de ses recettes et en 2019, plus que 36%. En 2020, avec l'entrée en vigueur anticipée de la RRFA, nous ne devrions conserver plus que 28%, soit la moitié par rapport à 2010.

Il est à relever que le système péréquatif actuel est si négatif pour Saint-Prex que nous devons renoncer à l'aide de 1 million du Canton, le coût final à charge de notre Commune dépassant de quelques dizaines de milliers de francs le montant versé par le Canton.

Monsieur Clerc, référant pour les Communes au sein de la DGAIC, avait confirmé devant notre Conseil communal le 12 février de cette année, que la perte de 7 points d'impôts entre 2016 et 2019 était imputable à la modification du calcul de la péréquation. Il avait précisé que «*La Commune de Saint-Prex a été très impactée par les modifications 2016, notamment et principalement par la suppression du point d'impôt écrêté. En 2016, avec des revenus inférieurs de seulement 2 millions de francs environ par rapport à 2019, ses charges péréquatives étaient de 6.7 millions de francs supérieures. L'augmentation de la FS (84 millions de francs) a aussi contribué à cette augmentation pour une part qui peut être estimée à un million de francs environ.*».

Il ressort du rapport du Canton de Vaud édité annuellement sur les finances communales que le degré d'autofinancement de Saint-Prex pour 2016 était acceptable (75.0%). Il a chuté à 56.2% en 2017 et 48.7% en 2018. Les taux compris entre 40% et 70% sont jugés insuffisants et mauvais en dessous de 40%.

Il est à relever que les ratios sont calculés par la direction des finances communales et lissés sur plusieurs années, afin d'éviter des écarts importants causés par des recettes ou charges exceptionnelles.

Au niveau des investissements futurs, les projets les plus importants ont été votés et sont en cours de finition. Le nombre et le volume des nouveaux projets devraient baisser à court-moyen terme. Cependant, la Municipalité pense qu'il est important que les comptes dégagent une marge d'autofinancement capable d'absorber les amortissements des derniers investissements pour pouvoir amortir à terme une partie de la dette de la Commune.

En tenant compte:

- de la confirmation par le Canton de la perte récurrente sur la péréquation de 7 points d'impôts,
- de la marge d'autofinancement négative de 1.465 million sur les comptes administratifs,
- des effets négatifs de la RFFA prévus sur les comptes communaux (dès 2021),
- de la hausse prévisible des coûts du social à la suite de la crise sanitaire que nous subissons,
- et de l'amortissement des investissements,

la Municipalité propose de fixer **le taux d'imposition pour 2021 à 59 points**, soit 4 points de plus qu'actuellement. Elle chiffre le gain espéré à 1.4 million de francs, sur une base de 350'000.00/pt.

Nous restons ainsi la 2^e Commune de plus de 5'000 habitants la plus attractive par rapport au taux d'imposition (Lutry est 1^{re} avec un taux de 55.5 et 10'000 habitants). Dans le district, seules 5 Communes ont un taux inférieur à 59, mais avec une population entre 196 et 2'676 habitants. A noter qu'il s'agit-là des taux 2020 et que ces derniers sont aussi susceptibles d'augmenter en 2021.

La Municipalité souhaite également augmenter **le taux de l'impôt foncier à 1,2 pour mille**.

Le gain calculé d'environ Fr. 350'000.00 proviendrait d'une part non négligeable de sociétés possédant d'importants bâtiments et ayant déjà bénéficié de baisses d'impôts de la part du Canton et/ou de la Confédération, ainsi que de luxueuses résidences secondaires et importantes propriétés souvent détenues par des personnes bénéficiant déjà d'allègements fiscaux.

L'impact pour les contribuables est estimé comme suit:

Classe de revenus imposables entre	0.00 et 25'000	25'001 à 100'000	100'001 et 250'000
Pourcent des contribuables	(39%)	(42%)	(18%)
Personne seule	De 0.00 à 54.00	De 54.00 à 355.00	De 355.00 à 1'171.00
Couple marié/partenaires enregistrés, sans enfant	De 0.00 à 39.00	De 39.00 à 286.00	De 286.00 à 991.00
Idem, 1 enfant	De 0.00 à 34.00	De 34.00 à 265.00	De 265.00 à 932.00
Idem, 2 enfants	De 0.00 à 30.00	De 30.00 à 247.00	De 247.00 à 868.00

Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous proposons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'accepter l'arrêté d'imposition pour 2021 tel que ci-annexé;
2. d'admettre que cet arrêté n'entrera en vigueur qu'après son approbation par le Conseil d'Etat.

Adopté par la Municipalité en séance du 17 août 2020

Au nom de la Municipalité

 Le Syndic D. Mosini		 La Secrétaire A. Guyomard
---	--	---

Déléguée municipale: M^{me} Carine Tinguely, municipale

Annexe: projet d'arrêté d'imposition pour 2021

Préavis déposé devant le Conseil communal le 26 août 2020

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Morges
Commune de Saint-Prex

ARRETE D'IMPOSITION pour 2021 à 2021

Le Conseil général/communal de Saint-Prex.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LCom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an(s), dès le 1er janvier 2021, les impôts suivants :

- 1 Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 59.0%

- 2 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le revenu, le bénéfice et l'impôt minimum 0.0%

- 3 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

Immeubles sis sur le territoire de la commune :

par mille francs 1.2 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LCom) :

par mille francs 0.5 Fr.

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier :

0.0 Fr.

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

5 Droits de mutation, successions et donations

- a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat 50 cts
- b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)
 - en ligne directe ascendante : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - en ligne directe descendante : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - en ligne collatérale : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - entre non parents : par franc perçu par l'Etat 100 cts

6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 50 cts

7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune.

pour-cent du loyer 0.0%

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes :

0.0 %

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

9 Impôt sur les chiens

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

par franc perçu par l'Etat 1.5 Fr.

Exonérations :

Chiens de dressage = 1/2 impôt sur attestation produite

Exonérations :

bénéficiaires de rentes complémentaires AVS/AI et

chiens servants à but d'utilité publique, sur présentation attestation organisme reconnu

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

Choix du système de perception	Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).
Échéances	Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.
Paiement - intérêts de retard	Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5.0 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).
Remises d'impôts	Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
Infractions	Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
Soustractions d'impôts	Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 3 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
Commission communale de recours	Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).
Recours au Tribunal cantonal	Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
Paiement des impôts sur les successions et donations par dation	Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du

Le-La président-e :

le sceau :

Le-La secrétaire :